

Lettre ouverte aux chefs d'État et opposants africains

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Compte tenu des difficultés que vous rencontrez presque quotidiennement dans l'exercice de vos nobles missions, compte tenu de ce que dans chacun de nos pays le pouvoir et l'opposition se livrent à une rivalité qui n'est pas toujours constructive,

J'ai l'honneur de saisir cette occasion pour vous soumettre une de mes réflexions sur le développement de l'Afrique. Dans n'importe quel pays au sein bien entendu de l'Afrique, notre cher continent, l'implémentation de la réflexion ici concernée qui s'intitule « **La collégialité : Une option incomparable pour le développement des pays africains** » permettra, le cas échéant, d'aboutir à une sorte de fusion de l'opposition d'une manière générale et le chef de l'État, en vue d'un exécutif plus que « fort »... Il n'est peut-être pas superflu de souligner qu'en vous soumettant la présente initiative, il est question de vous laisser, chacun, pour sa part, toute latitude de soulever un débat à ce sujet.

Je vous prie d'agréer, Excellences, Mesdames et Messieurs, l'expression de mes sentiments très respectueux.

Philibert Mboum
Chercheur indépendant

P.-S. : La réflexion évoquée plus haut est dédiée à l'Union Africaine (UA),
la Conférence Épiscopale Nationale du Cameroun (CENC) et la
Fondation Mo Ibrahim

P.J. : - 01 copie de la réflexion évoquée plus haut

La collégialité : Une option incomparable pour le développement des pays africains

Lors de sa première visite en Afrique sub-saharienne le 11 juillet 2009 à Accra au Ghana, l'ancien président américain Barack Obama avait déclaré que « **l'Afrique n'a pas besoin d'hommes forts mais de fortes institutions** ». Ces propos qui dénoncent les coups d'État et la dictature en Afrique sous-tendent la présente réflexion qui en soi est une contribution non seulement au développement de ce continent, mais également à sa démocratisation qui au demeurant mérite aujourd'hui d'être davantage promue.

Si les critères de la démocratie sont facilement décelables, dans n'importe quel pays, il n'en va pas de même pour les indices des putschs en Afrique dont les causes ont peut-être été quelquefois exogènes... Sur ce, cette réflexion repose sur une idée consistant à confier le pouvoir exécutif qu'exercent de nos jours les chefs d'État en Afrique à des groupes dont les membres devraient être élus. Il importe de préciser que, dans ce contexte, il n'existera plus aucun chef d'État ou président de la République. Dans chaque pays, les membres évoqués plus haut feront partie d'une institution - un groupe - qu'on pourrait nommer **Conseil de la République (CR)**. Ce Conseil fonctionnera sur la base de la **collégialité**, un principe dont le système politique suisse fait grand cas (cf. l'encyclopédie libre Wikipédia).

L'exemple de la Suisse où la **collégialité** guide les actions de plusieurs institutions parmi lesquelles le **Conseil fédéral** composé de sept membres appelés souvent les « **sept sages** », est la preuve que ce principe peut être utilisé à des degrés différents. Aussi pourrait-on dire qu'il est possible de s'en servir pour une réforme du modèle fédéral de certains pays comme le Nigéria qui est parfois l'objet des revendications découlant d'un sentiment de marginalisation. Il n'est peut-être pas superfétatoire de souligner que la **collégialité** mise ici en exergue ne vise pas uniquement, en Afrique, les Républiques fédérales.

Devant en principe être élus, les membres du **CR** d'un pays donné seront de ce fait plus ou moins tous, des notoriétés. Ils représenteront proportionnellement, le cas échéant, les groupes ethno-régionaux du pays, afin de garantir ainsi un certain équilibre, d'autant que la culture démocratique n'est pas encore une réalité en Afrique. Par ailleurs, lesdits membres éliront chaque année - c'est un exemple - un **représentant**, un des leurs qui aura, entre autres, le pouvoir de décision en cas d'égalité des voix, lors d'un vote. En clair, son vote dans ce cas sera doublement compté. Dans la foulée, il est sans aucun doute important de relever que le président de la Confédération suisse qui est un *primus inter pares* (*), **avec un simple rôle de représentation**, est élu par l'Assemblée fédérale pour un an [Se référer à l'encyclopédie libre Wikipédia en tapant **Conseil fédéral (Suisse)**]. Le **CR** de n'importe quel pays sera, à proprement parler, un collège de citoyens de ce pays qui après avoir été élus seront investis ensemble du pouvoir de chef d'État. Le président de la République d'un pays qui envisagera d'adopter la **collégialité** sera éventuellement dispensé de l'élection des membres du **CR**. En un mot, il pourra d'office en être membre.

Selon le principe de la **collégialité**, les membres du **CR** d'un pays quelconque seront élevés chacun à une même dignité et disposeront des pouvoirs égaux qu'ils n'auront pas à exercer individuellement, afin qu'il ne leur soit aucunement possible de s'en prévaloir. Compte tenu de ce que les décisions du **CR** dans n'importe quel pays devront être prises en assemblée et que lors des délibérations aucun membre ne pourra jouir d'un ascendant sur les autres, on peut croire que : le principe de séparation des pouvoirs ne sera pas violé, le népotisme et le trafic d'influence disparaîtront, les prévaricateurs proches de certains chefs d'État actuels n'existeront plus, la dictature n'aura plus aucun maître à penser, la « bonne gouvernance » deviendra progressivement un acquis dans tout le continent, on ne parlera plus à tort ou à raison des biens mal acquis (**BMA**) des chefs d'État africains, les élections seront libres et transparentes, le processus démocratique qui suivra normalement son cours sera propice au développement, l'inexistence des chefs d'État mettra corollairement fin à cette ère des coups d'État sans cesse décriés, etc.

Dans le cas d'un régime parlementaire, le pouvoir du Premier ministre mériterait d'être renforcé. Il pourra par exemple diriger l'armée, tel n'étant actuellement pas le cas, dans tous les pays africains du régime visé.

Parlant du Cameroun, en guise d'exemple, l'adoption de la **collégialité** consisterait à faire en sorte que le **CR** soit composé par exemple de 14 membres qu'on élirait en respectant certains quotas. A titre indicatif : 1 membre pour chaque région « francophone » et 3 membres pour chaque région « anglophone ». Il est évident que le pouvoir et l'opposition jouiront d'un grand mérite, au cas où ils consentiraient que la présente initiative qui s'avère digne d'intérêt (Voir le 5^{ème} paragraphe de ce document), fasse pour le moins l'objet d'un débat. Cette réflexion étant l'ébauche d'un ouvrage, il est à retenir surtout que le principe de la **collégialité** est compatible avec le fédéralisme aussi bien qu'avec la décentralisation. / (*) Expression latine qui signifie littéralement « premier parmi les pairs ».

Par Philibert Mboum / Lien utile : <https://afrique-echos.blogspot.com>